



**CHARENTE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°17-2025-184**

PUBLIÉ LE 9 JUILLET 2025

Sommaire

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET LA MER /

17-2025-07-09-00003 - Arrêté préfectoral 25EB450 du 09 juillet 2025 portant limitation provisoire des usages de l'eau dans le département de la Charente-Maritime sur les bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde (6 pages) Page 3

17-2025-07-09-00004 - Arrêté préfectoral 25EB459 du 09 juillet 2025 portant limitation provisoire des usages de l'eau dans le département de la Charente-Maritime reseau eau potable (4 pages) Page 10

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET LA MER / Service Risques, Sécurité et Littoral

17-2025-07-04-00004 - Arrêté du 04 juillet 2025 portant abrogation de l'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière - Auto-école First - Royan (1 page) Page 15

17-2025-07-04-00003 - Arrêté du 04 juillet 2025 portant modification de l'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière - Auto-école ABC Conduite - Marans (2 pages) Page 17

PREFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME / DIRECTION DES SECURITES

17-2025-07-07-00010 - Arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 portant autorisation d'organiser une épreuve automobile dénommée 36ème Rallye National de Saintonge 16ème Rallye National de Saintonge des V.H.C du 18 au 20 juillet 2025 (4 pages) Page 20

17-2025-07-07-00011 - Arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 portant autorisation d'organiser une manifestation automobile dénommée Montée Historique de Fouras 2025 le 10 août 2025 (6 pages) Page 25

17-2025-07-07-00012 - Arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 portant autorisation d'organiser une manifestation dénommée Course sur prairie de la Vallée de Grolleau sur la commune de Bresdon le 20 juillet 2025 (6 pages) Page 32

17-2025-07-09-00001 - Arrêté préfectoral du 9 juillet 2025 instaurant un périmètre de protection à l'occasion du festival des Francofolies à La Rochelle, du 10 juillet 2025 à 10 heures au 15 juillet à 02 heures. (4 pages) Page 39

17-2025-07-09-00002 - Arrêté préfectoral du 9 juillet 2025 réglementant temporairement l'acquisition, la vente, la cession, le transport, le port et l'utilisation de certains artifices de divertissement et articles pyrotechniques, ainsi que des acides et tous produits inflammables, chimiques ou explosifs dans le département, du vendredi 11 juillet à 8 heures au mardi 15 juillet 2025 à 8 heures. (4 pages) Page 44

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET LA MER

17-2025-07-09-00003

Arrêté préfectoral 25EB450 du 09 juillet 2025 portant
limitation provisoire des usages de l'eau dans le
département de la Charente-Maritime sur les bassins
versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves
côtiers de Gironde

Arrêté préfectoral n° 25EB450
portant limitation provisoire des usages de l'eau
dans le département de la Charente-Maritime
sur les bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde

**A AFFICHER
DES RECEPTION**

Le préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L 211-3 et R 211-66 à R 211-74 ;
Vu le Code civil ;
Vu le Code pénal ;
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
Vu l'arrêté du 10 mars 2022 du préfet de la Région Occitanie, préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesure correspondant ;
Vu l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne ;
Vu l'arrêté du 28 juillet 2023 modifiant l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne ;
Vu l'arrêté cadre interdépartemental du 24 avril 2023 délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde ;
Vu l'arrêté du 07 mai 2024 portant modification de l'arrêté cadre interdépartemental n°16-20230424-00001 du 24 avril 2023 délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde ;
Vu l'arrêté du 20 mai 2025 portant modification de l'arrêté cadre interdépartemental n°16-20230424-00001 du 24 avril 2023 modifié le 7 mai 2024 délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde ;
Vu les dispositions proposées par le préfet de la Charente, préfet référent pour la zone d'alerte du Né ;
Considérant l'obligation de résorber le déficit entre la ressource et les prélèvements dans le cadre de la directive cadre européenne sur l'eau ;
Considérant la nécessité de réglementer certains usages de l'eau pour limiter les effets liés à l'insuffisance de la ressource en eau dans le département ;
Considérant le niveau des nappes et les débits des rivières observés aux points de référence prévus par l'arrêté ;
Considérant qu'une sollicitation importante de la ressource en eau serait de nature à fragiliser les milieux aquatiques et désirant en limiter les conséquences en mettant en place des actions préventives ;

Sur proposition du délégué inter-services de l'eau et de la nature;

ARRETE

Article 1 : MESURES DE LIMITATION OU DE SUSPENSION PROVISOIRE POUR LES PRELEVEMENTS A USAGE D'IRRIGATION AGRICOLE

Conformément à l'arrêté cadre interdépartemental du 24 avril 2023 modifié, les mesures suivantes sont appliquées:

Périmètre de gestion de l'OUGC SAINTONGE :

Bassin	Indicateur de référence	Niveau de gravité	Mesures de restriction	Date d'entrée en vigueur
Boutonne	Station de moulin de Châtres	Alerte	volume hebdomadaire limité à 7 % du volume restant à consommer au 1 ^{er} juin (volume estival) + mesures préventives interdiction des prélèvements de 12h à 18h	10/07/25
Charente aval Bruant	Station de Chaniers	Vigilance	Mesures d'information et/ou de limitation des prélèvements d'irrigation agricole gérées dans le cadre du protocole de gestion collective de l'OUGC	10/07/25
Seudre (aval, moyenne)	Station de Saint André le Lidon	-	Pas de restrictions	-
Seudre amont Fleuves côtiers de Gironde	Piézomètre de Mortagne sur Gironde	-	Pas de restrictions	-
Arnoult	Piézomètre de Saint Agnant	-	Pas de restrictions	-
Gères-Devise	Piézomètre de Breuil La Réorte	-	Pas de restrictions	-
Antenne-Rouzille	Piézomètre de Ballans	Vigilance	Mesures d'information et/ou de limitation des prélèvements d'irrigation agricole gérées dans le cadre du protocole de gestion collective de l'OUGC	10/07/25
Seugne	Station de Saint Seurin de Palenne	Vigilance	Mesures d'information et/ou de limitation des prélèvements d'irrigation agricole gérées dans le cadre du protocole de gestion collective de l'OUGC	26/06/25
Nappe semi-captive du Turono-conacien	Mirambeau "Le Joyau"		Pas de restrictions	
	Neuillac "Bourg Pz"		Pas de restrictions	
Nappe captive de l'Infra-cénomanién	Montpellier de Médillan "Grand Font Pz 1A"		Pas de restrictions	
	Gémozac "La Combe des Brues"		Pas de restrictions	
Nappe captive du Cénomanién	Port d'Envaux "Ancienne Laiterie Pz"	Alerte	Interdiction des prélèvements de 10h à 18h	03/07/25
	Saint-Vaize "Lambert Pz"		Pas de restrictions	

Périmètre de gestion de l'OUGC COGESTEAU :

Bassin	Indicateur de référence	Niveau de gravité	Mesures de restriction	Date d'entrée en vigueur
Aume-Couture	Piézomètre d'Aigre	Alerte	Mesures préventives : volume hebdomadaire limité à 5 % du volume restant à consommer au 1 ^{er} juin (volume estival) et interdiction des prélèvements pour l'irrigation agricole 3 jours sur 7 mercredi, samedi et dimanche	10/07/25
Né	Station de Salles d'Angles	Vigilance	Mesures préventives : volume hebdomadaire limité à 7% du volume restant à consommer au 1 ^{er} juin (volume estival)	10/07/25

Sont concernés les prélèvements pour l'irrigation agricole réalisés à partir des eaux souterraines et à partir des eaux superficielles à savoir cours d'eau, cours d'eau réalimentés, nappes d'accompagnement, canaux, sources, plans d'eau non déconnectés du milieu, ou retenues remplies partiellement ou totalement par pompage ou par les eaux de ruissellement pendant la période d'application du présent arrêté.

Article 2 : MESURES DE LIMITATION OU DE SUSPENSION PROVISOIRE POUR LES PRELEVEMENTS AUTRES USAGES DOMESTIQUES ET SECONDAIRES HORS RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Conformément à l'arrêté cadre interdépartemental du 24 avril 2023 modifié, les mesures définies à l'annexe 1 du présent arrêté, sont appliquées pour chaque zone d'alerte concernée selon les niveaux de gravité mentionnés ci-dessous:

Zone d'alerte	Indicateur de référence	Niveau de gravité	Date d'entrée en vigueur
Boutonne	Station de moulin de Châtres	Alerte	10/07/25
Charente aval Bruant	Station de Chaniers	Vigilance	10/07/25
Seudre (aval, moyenne)	Station de Saint André le Lidon	-	-
Seudre amont Fleuves côtiers de Gironde	Piézomètre de Mortagne sur Gironde	-	-
Arnoult	Piézomètre de Saint Agnant	-	-
Gères- Devise	Piézomètre de Breuil La Réorte	-	-
Antenne-Rouzille	Piézomètre de Ballans	Vigilance	10/07/25
Seugne	Station de Saint Seurin de Palenne	Vigilance	26/06/25
Aume-Couture	Piézomètre d'Aigre	Alerte	19/06/25
Né	Station de Salles d'Angles	Vigilance	03/07/25

Article 3 : DUREE D'APPLICATION

Les présentes dispositions mentionnées dans les tableaux des articles 1 et 2 sont applicables à compter du **jeudi 10 juillet 2025 à 08 heures** et le restent tant que les conditions météorologiques actuelles subsisteront et que la prochaine observation de l'état de la ressource ne justifiera pas de mesure nouvelle.

La levée des présentes mesures de restriction ou la mise en place de nouvelles mesures plus contraignantes feront l'objet d'un nouvel arrêté.

En tout état de cause, elles prendront fin le 31 octobre 2025 à 24 heures, date de fin de gestion prévue par l'arrêté cadre interdépartemental du 24 avril 2023 modifié.

Article 4 : ABROGATION

L'arrêté n°25EB436 du 02 juillet 2025 est abrogé à la date d'application du présent arrêté précisée à l'article 3.

Article 5 : SANCTIONS

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R 216-9 du Code de l'environnement.

Article 6 : DROITS DES TIERS

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédents ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

Article 7 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de la date de signature, d'un recours gracieux auprès du préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers.

Un recours peut être déposé auprès du tribunal administratif de Poitiers sur l'application internet "Télérecours citoyens", en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, des copies du recours n'ont pas nécessité d'être produites, un enregistrement immédiat étant assuré sans délai d'acheminement.

Article 8 : PUBLICATION

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Charente-Maritime et sur le site internet national VigiEau :

- <https://www.charente-maritime.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Eau-et-milieux-aquatiques/Gestion-quantitative-de-la-ressource/Gestion-etiage/Restrictions-usages-de-l-eau>
- <https://vigieau.gouv.fr/>

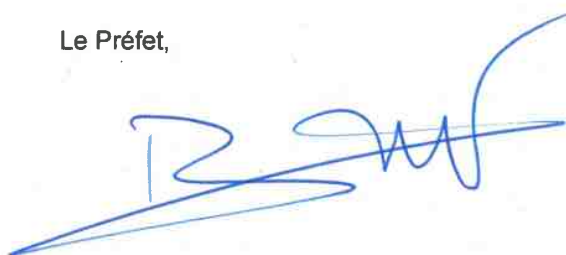
Il est adressé aux maires des communes concernées pour information et affichage.

Article 9 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le commandant du groupement de gendarmerie de la Charente-Maritime, le délégué inter-services de l'eau et de la nature, la cheffe du service départemental de l'office français de la biodiversité, la directrice départementale de la sécurité publique, le directeur départemental des territoires et de la mer, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie.

La Rochelle, le 09 juillet 2025

Le Préfet,



Brice BLONDEL

ANNEXE 1
MESURES DE GESTION APPLICABLES AUX PRÉLÈVEMENTS D'EAU
HORS IRRIGATION ET RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE,
SELON LE NIVEAU DE GRAVITÉ DE L'ÉTIAGE

Usages domestiques et secondaires :

Usages	Vigilance	Alerte
Arrosage des jardins potagers (y compris serres non-agricoles)	Information via communiqué de presse	Interdit de 13h00 à 20h00
Arrosage des pelouses, massifs fleuris, Jardins d'agrément, arrosage des espaces verts, golfs particuliers (Ilots de fraîcheurs ou jardins remarquables gérés par des collectivités : une adaptation moins stricte peut être intégrée dans les arrêtés cadres sur la base des restrictions applicables aux jardins potagers)		Interdit de 8h00 à 20h00
Arrosage des terrains de sport (y compris aires d'évolutions équestres, centres équestres, hippodromes, circuits motocross, circuits VTT)		Interdit de 13h00 à 20h00
Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)		Interdit de 8h00 à 20h00 + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 30 % Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.
Lavage de véhicules et engins nautiques par les professionnels		Interdit sauf avec du matériel haute pression ou avec un système de recyclage de l'eau (sauf impératif sanitaire) Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur
Lavage de véhicules et engins nautiques privés chez les particuliers		Interdiction totale sauf impératif sanitaire
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées		Interdiction sauf impératif sanitaire, sécuritaire ou lié à des travaux
Remplissage de piscines familiales		Interdiction totale sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions et après consultation du gestionnaire de l'alimentation en eau potable
Remplissage de piscines accueillant du public		Interdiction totale sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'ARS

Usages	Vigilance	Alerte
Vidange de piscines		Interdiction totale cf article R.1331-2 du Code de la santé publique : " Il est interdit d'introduire dans les systèmes de collecte des eaux usées des eaux de vidange des bassins de natation. Toutefois, les communes agissant en application de l'article L.1331-10 peuvent déroger aux c et d de l'alinéa précédent à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les déversements soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du rejet final. Les dérogations peuvent, en tant que de besoin, être accordées sous réserve de prétraitement avant déversement dans les systèmes de collecte."
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement en circuit ouvert		Interdiction totale
Fonctionnement des douches de plages et tout autre dispositif analogue		Interdiction totale

Usages ICPE :

Usages	Vigilance	Alerte
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau Se référer à leur arrêté d'autorisation ou de prescriptions	Se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions des ICPE. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Le registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET LA MER

17-2025-07-09-00004

Arrêté préfectoral 25EB459 du 09 juillet 2025 portant
limitation provisoire des usages de l'eau dans le
département de la Charente-Maritime reseau eau
potable

Arrêté préfectoral n°25EB459

portant

limitation provisoire des usages de l'eau dans le département de la Charente-Maritime

**A AFFICHER
DES RECEPTION**

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L 211-3 et R 211-66 à R 211-74 ;
Vu le Code civil ;
Vu le Code pénal ;
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
Vu le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
Vu l'arrêté du 10 mars 2022 du Préfet de la Région Occitanie, Préfet Coordonnateur de bassin Adour-Garonne, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesure correspondant ;
Vu l'arrêté du 3 mars 2022 du Préfet de la Région Centre, Préfet coordonnateur du bassin Loire Bretagne, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
Vu l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne ;
Vu l'arrêté préfectoral d'orientations de bassin de Loire-Bretagne du 29 août 2024
Vu l'arrêté cadre interdépartemental du 24 avril 2023 délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde ;
Vu l'arrêté du 20 mai 2025 portant modification de l'arrêté cadre interdépartemental n°16-20230424-00001 du 24 avril 2023 modifié le 7 mai 2024 délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde ;
Vu l'arrêté inter-départemental du 22 mai 2023 délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le bassin versant du Marais Poitevin situé en régions Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie ;

Vu l'arrêté cadre interdépartemental du 30 juillet 2024 délimitant les zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau du sous-bassin de la Dordogne ;

Considérant l'obligation de résorber le déficit entre la ressource et les prélèvements dans le cadre de la directive cadre européenne sur l'eau ;

Considérant que le préfet peut prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau, pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie ;

Considérant la nécessité de réglementer certains usages de l'eau pour limiter les effets liés à l'insuffisance de la ressource en eau dans le département ;

Considérant le niveau des nappes et les débits des rivières observés aux points de référence prévus par les arrêtés susvisés ;

Considérant qu'une sollicitation importante de la ressource en eau serait de nature à fragiliser les milieux aquatiques et qu'il convient de maintenir en conséquence des actions préventives ;

Sur proposition du délégué inter-services de l'eau et de la nature;

ARRETE

Article 1 : RESTRICTIONS DES USAGES DE L'EAU

Conformément aux arrêtés cadre inter-départementaux sus-visés, les mesures de restrictions de niveau vigilance, ci-dessous, sont appliquées sur tout le département de la Charente-Maritime.

Niveau de restriction	Principales mesures
Vigilance	Aucune restriction d'usage, mais appel à la sobriété et sensibilisation aux bons usages

Sont concernés les prélèvements réalisés à partir de toutes ressources en eau émanant du réseau public d'eau potable et tous les usages (particuliers, collectivités, entreprises, exploitants agricoles).

Les dispositions du présent arrêté ne concernent pas :

- l'utilisation des eaux pluviales collectées à partir de surfaces imperméabilisées (ex : récupération des eaux de toitures stockées dans des cuves)
- l'utilisation des eaux usées traitées satisfaisant aux obligations réglementaires.

Article 2 : DUREE D'APPLICATION

Les présentes dispositions sont applicables à compter du **jeudi 10 juillet 2025 à 08 h** et le restent tant que les conditions météorologiques actuelles subsisteront et que la prochaine observation de l'état de la ressource ne justifiera pas de mesure nouvelle.

La levée des présentes mesures de restriction ou la mise en place de nouvelles mesures plus contraignantes feront l'objet d'un nouvel arrêté. En tout état de cause, elles prendront fin le 31 octobre 2025 à 24 heures

Article 3 : SANCTIONS

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R 216-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 : DROITS DES TIERS

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédents ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la

salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

Article 5 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de la date de signature, d'un recours gracieux auprès du préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

Un recours peut être déposé auprès du tribunal administratif de Poitiers sur l'application internet "Télerecours citoyens", en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, des copies du recours n'ont pas nécessité d'être produites, un enregistrement immédiat étant assuré sans délai d'acheminement.

Article 6 : PUBLICATION

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Charente-Maritime et sur le site internet national VigiEau :

- <https://vigieau.gouv.fr/>

- <https://www.charente-maritime.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Eau-et-milieus-aquatiques/Gestion-quantitative-de-la-ressource/Gestion-etiage/Restrictions-usages-de-l-eau>

Article 7 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement de gendarmerie de la Charente-Maritime, le délégué inter-services de l'eau et de la nature, la cheffe de service départemental de l'office français de la biodiversité, la directrice départementale de la sécurité publique, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie.

La Rochelle, le 09 juillet 2025

Le Préfet



Brice BLONDEL

BRUNO BLONDEL

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET LA MER

17-2025-07-04-00004

Arrêté du 04 juillet 2025 portant abrogation de
l'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre
onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de
la sécurité routière - Auto-école First - Royan



Arrêté
portant abrogation de l'agrément
d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux
de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

N° 25-034-DDTM/BER

Vu le Code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 et R. 213-1 à 213-6;

Vu l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral n°24-009-DDTM/BER en date du 29 janvier 2024 portant délivrance de l'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, sous le numéro E 19 017 0003 0 ;

Considérant le mail en date du 1 février 2025 de Monsieur Alain CAZENEUVE, représentant de l'auto-école FIRST déclarant la fermeture de son établissement situé 37 avenue Joliot Curie – 17200 ROYAN, suite à un changement de local.

ARRÊTE

Article 1er – L'arrêté préfectoral du 29 janvier 2024 autorisant Monsieur Alain CAZENEUVE à exploiter, sous le numéro E 19 017 0003 0, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, situé 7 avenue Joliot Curie – 17200 ROYAN, est abrogé.

Article 2 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de Royan, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ainsi que le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera adressé à Monsieur Alain CAZENEUVE.

La Rochelle, le 04 juillet 2025

Pour le Préfet et par délégation,
La Responsable du Service Risques, Sécurité et Littoral

Valérie ROUGEAU-STRAUSS

*La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de POITIERS dans le délai de deux mois suivant sa notification.
Ce recours peut être précédé, d'un recours administratif adressé soit, à l'auteur de la décision (recours gracieux), soit au ministre de l'Intérieur (recours hiérarchique).
Dans ce cas, une décision expresse de refus peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois qui suivent sa notification ; une décision implicite de refus née du silence gardé par l'administration pendant deux mois peut également être déférée au tribunal dans le délai de deux mois qui suit son intervention.*

17-25-07-04-00004 - Arrêté du 04 juillet 2025 portant abrogation de l'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière - Auto-école First - Royan

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET LA MER

17-2025-07-04-00003

Arrêté du 04 juillet 2025 portant modification de
l'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre
onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de
la sécurité routière - Auto-école ABC Conduite -
Marans



Arrêté
portant modification de l'agrément
d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux,
de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

N° 25-035-DDTM/BER

Vu le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 et R. 213-1 à **213-6**;

Vu l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-026-DDTM/BER en date du 18 avril 2019 autorisant Monsieur Pierre PINIER à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, sous le numéro E 14 017 0003 0 ;

Considérant les documents fournis par Monsieur Pierre PINIER en vue du renouvellement de l'agrément dudit établissement ;

Considérant qu'il convient de délivrer l'agrément ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Charente-Maritime ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Monsieur Pierre PINIER, représentant la société ABC CONDUITE, est autorisé à exploiter, sous le numéro **E 14 017 0003 0**, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé « ABC CONDUITE » situé 63 Q rue d'Aligre – 17230 MARANS.

Article 2 – Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant, présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

Article 3 – L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : B-B1-AAC-AM.

Article 4 – Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 5 – Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 – Pour toute transformation du local d'activité, tout changement de directeur pédagogique, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 – L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 8 – L'arrêté préfectoral précité n° 19-026-DDTM/BER en date du 18 avril 2019 est abrogé.

Article 9 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de Marans, le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de Charente-Maritime ainsi que le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera adressé à Monsieur Pierre PINIER.

La Rochelle, le 4 juillet 2025

Pour le Préfet et par délégation,

La Responsable du Service Risques, Sécurité et Littoral

Valérie ROUGEAU-STRAUSS

*La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de POITIERS dans le délai de deux mois suivant sa notification.
Ce recours peut être précédé d'un recours administratif adressé, soit à l'auteur de la décision (recours gracieux), soit au ministre de l'Intérieur (recours hiérarchique).
Dans ce cas, une décision expresse de refus peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois qui suivent sa notification ; une décision implicite de refus née du silence gardé par l'administration pendant deux mois peut également être déférée au tribunal dans le délai de deux mois qui suit son intervention.*

PREFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

17-2025-07-07-00010

Arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 portant
autorisation d'organiser une épreuve automobile
dénommée 36ème Rallye National de Saintonge
16ème Rallye National de Saintonge des V.H.C du
18 au 20 juillet 2025

**Arrêté préfectoral portant autorisation d'organiser
une épreuve automobile dénommée
36^{ème} Rallye National de Saintonge
16^{ème} Rallye National de Saintonge des V.H.C
du 18 au 20 juillet 2025**

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et suivants, L. 2215-1, L. 3221-4 et L. 3221-5 ;

Vu le Code de la route et notamment ses articles L. 411-1, L. 411-3, L. 411-7, R. 411-29 et R. 411-30 ;

Vu le Code du sport et notamment ses articles L. 331-5 à L. 331-10, R. 331-18 à R. 331-34 et R. 331-45 ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L 414-4, R 414-19 et suivants ;

Vu le décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 22 novembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre-Louis SIRE, Directeur de cabinet du Préfet de la Charente-Maritime ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2010 portant interdiction de certaines routes aux concentrations et manifestations sportives ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2024 portant interdiction des concentrations ou manifestations sportives sur les routes à grande circulation à certaines périodes de l'année 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 février 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Pierre-Louis SIRE, Directeur de cabinet du Préfet de la Charente-Maritime ;

Vu la demande formulée par M. Jacky COUTURIER, Président de l'Association Sportive Automobile Saintonge tendant à obtenir l'autorisation d'organiser une manifestation automobile dénommée 36^{ème} Rallye National de Saintonge et 16^{ème} Rallye National de Saintonge des Véhicules Historiques de Compétition les 18, 19 et 20 juillet 2025 ;

Vu le règlement des manifestations ;

Vu le visa de la Fédération Française des Sports Automobiles n° 369 du 12 mai 2025 et de la ligue du Sport Automobile Nouvelle-Aquitaine Nord n° 15/2025 du 18 avril 2025 ;

Vu le contrat d'assurance souscrit par l'organisateur, conformément aux dispositions réglementaires ;

Vu les avis favorables de l'autorité locale investie du pouvoir de police concernée par le parcours et des autorités administratives concernées ;

Vu l'avis favorable émis le 2 juillet 2025 par la commission départementale de sécurité routière dans sa formation « épreuves et compétitions sportives » ;

Considérant la conformité du dossier présenté au regard des dispositions du Code du sport,

Service Ressources CS 0000 - 17017 La Rochelle surmer
Tél : 05 46 27 43 00 - Fax : 05 46 45 10 37
www.charente-maritime.gouv.fr

locaux de police, afin de ne causer aucune gêne à la circulation. Des commissaires de course devront être présents aux endroits réputés dangereux ainsi qu'aux intersections formées avec les autres voies de communication susceptibles d'être empruntées par d'autres véhicules. Cet impératif de gestion des spectateurs lui incombe tout au long des épreuves et devra être strictement respecté dans le but d'éviter toute mise en danger. Une pré-signalisation de fermeture de route devra être mise en place sur l'itinéraire. Les concurrents et les signaleurs seront titulaires du permis de conduire, en cours de validité.

A tout moment la course devra pouvoir être interrompue afin de permettre, aux personnels de gendarmerie, placés sous convention, de se rendre en sécurité en tout point du circuit où un incident serait signalé.

- Les épreuves spéciales se dérouleront sur voies fermées à la circulation par les autorités de police compétentes. Les routes seront fermées à la circulation 1 heure avant le passage de la première voiture.

- L'organisateur sera responsable de la mise en place des déviations.

- Chargé du bon déroulement de la manifestation, le responsable de l'épreuve devra s'attacher à rappeler régulièrement, et autant de fois que nécessaire, les règles élémentaires de sécurité aux participants, aux accompagnateurs ainsi qu'aux spectateurs.

- Les reconnaissances du circuit sur route ouverte devront s'effectuer dans le strict respect du Code de la route.

- Tout accès aux épreuves spéciales sera barré avec des moyens efficaces pour empêcher l'entrée sur les voies fermées à la circulation et la présence d'un commissaire équipé d'une radio ou d'un téléphone est impérative sur tous les accès.

- Les routes seront fermées à la circulation avant le passage de la première voiture conformément aux horaires fixés dans les arrêtés réglementant la circulation et au planning de l'organisateur joint au dossier.

- La signalisation liée aux coupures de routes et aux itinéraires de déviations qui sera fournie, posée, entretenue par les organisateurs devra être conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire. Elle sera systématiquement déposée à l'issue de chaque épreuve. Les réparations éventuelles sur les panneaux seront à la charge des organisateurs. Une présignalisation de fermeture de route devra être mise en place sur l'itinéraire.

- L'accès des véhicules de secours sera prioritaire et la course pourra être neutralisée en cas de besoin.

- Les véhicules « info » seront équipés d'une rampe lumineuse.

- Les espaces interdits au public aux abords du tracé de la course devront être clairement délimités, signalisés et respectés. Le bon positionnement des spectateurs dans les zones spécifiquement dévolues au public devra être vérifié avant le départ de chaque spéciale.

Article 3 : L'organisateur technique de la manifestation doit mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires afin d'informer les spectateurs des zones qui leur sont réservées et de ce que l'accès à toute autre zone leur est strictement interdit, conformément aux plans détaillés et aux règles techniques et de sécurité.

Article 4 : L'A.S.A Saintonge, représentée par M. Jacky COUTURIER, organisateur technique ou son représentant dûment mandaté en cas d'empêchement, procédera le 19 juillet 2025, avant le départ des épreuves à une reconnaissance du parcours et attestera de sa conformité tant au regard du règlement fédéral qu'aux prescriptions du présent arrêté.

Un exemplaire des attestations sera remis ou adressé par mail au Groupement de Gendarmerie départementale et l'autre exemplaire sera transmis directement Préfecture de la Charente-Maritime, Direction des Sécurités à pref-manifestations-sportives@charente-maritime.gouv.fr.

Article 5 : L'autorisation peut être suspendue ou rapportée à tout moment s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus réunies ou que l'organisateur, malgré la mise en demeure qui lui en est faite par l'autorité administrative, ne respecte plus ou ne fait plus respecter par les participants et les spectateurs des dispositions prévues par le règlement particulier de la manifestation en vue de leur protection.

Article 6 : L'organisateur est débiteur envers l'Etat et les collectivités territoriales des redevances représentatives du coût de la mise en place du service d'ordre particulier nécessaire pour assurer la sécurité des spectateurs et de la circulation lors du déroulement de la manifestation ainsi que, le cas échéant, de sa préparation et des essais.

Article 7 : L'organisateur a l'obligation de remettre en état les voies ouvertes à la circulation publique et leurs dépendances dont il a obtenu l'usage privatif à l'occasion de la manifestation.

Article 8 : Le jet de tracts, journaux, prospectus, objets ou produits quelconques sur la voie publique est rigoureusement interdit.

Aucune publicité ni indication ne pourront être fixées sur les panneaux de signalisation verticale.

Le marquage au sol sera de couleur jaune et devra avoir disparu soit naturellement, soit par les soins des organisateurs, 24 heures après l'épreuve.

Article 9 : Nul ne pourra, pour suivre la compétition, pénétrer ni s'installer sur la propriété d'un riverain sans l'agrément formel de celui-ci. S'il est passé outre, le riverain pourra faire appel au service d'ordre pour relever, par procès-verbal, l'infraction et constater, le cas échéant, les dégâts commis.

Arrêté préfectoral n° 17-2025-07-07-00010 La Charente-Maritime
Tél : 05 46 22 41 00 - Fax : 05 46 41 00 00
www.charente-maritime.gouv.fr

Article 10 : La distribution ou la vente d'imprimés ou d'objets à l'occasion d'une manifestation ne peut se faire que dans les conditions et dans les lieux fixés par les autorités administratives compétentes avec l'accord de l'organisateur et du ou des propriétaires des lieux.

Article 11 : En aucun cas la responsabilité de l'administration ne pourra être engagée et aucun recours ne pourra être exercé contre elle.

Article 12 : Le fait, pour un organisateur, de fournir de faux renseignements lors d'une déclaration ou d'une demande d'autorisation est puni des peines prévues pour les contraventions de la cinquième classe.

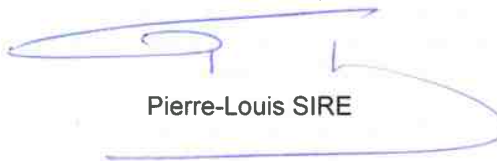
Est puni des mêmes peines le fait, par l'organisateur, de ne pas respecter ou de ne pas faire respecter les prescriptions figurant dans l'autorisation administrative qui lui a été délivrée.

Le fait pour tout spectateur d'une manifestation de contrevenir aux indications prévues par l'organisateur technique conformément à l'article R 331-21 du Code du sport et mettant en œuvre les mesures de sécurité édictées en vertu de l'article R 331-26 du même Code est puni de l'amende prévue pour les contraventions de quatrième classe.

Article 13 : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, le Sous-Préfet de Saintes, la Sous-Préfète de Saint Jean d'Angély, le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale, la Directrice Interdépartementale de la Police Nationale, le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours, le Directeur délégué de la Charente-Maritime de l'Agence Régionale de la Santé, la Présidente du Conseil Départemental, les Maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs dont une copie sera adressée à l'organisateur.

La Rochelle, le 7 juillet 2025

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,



Pierre-Louis SIRE

La présente décision peut être contestée dans le délai de deux mois suivant sa notification en adressant un recours contentieux au tribunal administratif territorialement compétent ou en le déposant en ligne sur l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

Ce recours peut être précédé, d'un recours administratif adressé soit, à l'auteur de la décision (recours gracieux), soit au ministre de l'intérieur (recours hiérarchique).

Dans ce cas, une décision expresse de refus peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois qui suivent sa notification ; une décision implicite de refus née du silence gardé par l'administration pendant deux mois peut également être déférée au tribunal dans le délai de deux mois qui suit son intervention.

PREFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

17-2025-07-07-00011

Arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 portant
autorisation d'organiser une manifestation automobile
dénommée
Montée Historique de Fouras 2025 le 10 août 2025

**Arrêté préfectoral portant autorisation d'organiser
une manifestation automobile dénommée
Montée Historique de Fouras 2025
le 10 août 2025**

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et suivants, L. 2215-1, L. 3221-4 et L. 3221-5 ;

Vu le Code de la route et notamment ses articles L. 411-1, L. 411-3, L. 411-7, R. 411-29 et R. 411-30 ;

Vu le Code du sport et notamment ses articles L. 331-5 à L. 331-10, R. 331-18 à R. 331-34 et R. 331-45 ;

Vu le décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 22 novembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre-Louis SIRE, Directeur de cabinet du Préfet de la Charente-Maritime ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2010 portant interdiction de certaines routes aux concentrations et manifestations sportives ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2024 portant interdiction des concentrations ou manifestations sportives sur les routes à grande circulation à certaines périodes de l'année 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 février 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Pierre-Louis SIRE, Directeur de cabinet du Préfet de la Charente-Maritime ;

Vu la demande déposée par M. Daniel MIREY, Président de l'association Les Vieilles Guimbardes 17, tendant à obtenir l'autorisation d'organiser une manifestation automobile dénommée Montée Historique de Fouras 2025, sur la commune de Fouras, le 10 août 2025 ;

Vu le règlement de la manifestation ;

Vu le permis d'organisation FFSA n° 523 délivré le 4 juillet 2025 et le visa de la ligue du sport automobile Nouvelle-Aquitaine Nord n° 31 en date du 24 juin 2025 (dossier présenté par l'ASA Augias) ;

Vu le contrat d'assurance souscrit par l'organisateur, conformément aux dispositions réglementaires ;

Vu les avis favorables de l'autorité locale investie du pouvoir de police concernée par le parcours et des autorités administratives concernées ;

Vu l'avis favorable émis le 2 juillet 2025 par la commission départementale de sécurité routière dans sa formation « épreuves et compétitions sportives » ;

Considérant la conformité du dossier présenté au regard des dispositions du Code du sport,

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de la Charente-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er} : M. Daniel MIREY, Président de l'association Les Vieilles Guimbardes 17, est autorisé à organiser une manifestation automobile dénommée Montée Historique de Fouras 2025 consistant à effectuer des

baptêmes en voitures et rassembler des voitures anciennes sur un parcours fermé, le dimanche 10 août 2025, sur la commune de Fouras, suivant le parcours ci-annexé.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des éléments figurant au dossier et de la stricte observation des mesures suivantes :

a) déroulement des baptêmes-démonstration et du rassemblement :

Le dimanche 10 août 2025 de 9 h 15 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00 et à partir de 18 h 00 défilé des véhicules.

Fin de la manifestation prévue vers 18 h 30.

b) dispositif de sécurité :

- L'organisateur doit vérifier que l'état de surface des routes départementales concernées est adapté à l'épreuve, la chaussée doit être rendue en l'état.
- Des « commissaires de course » en nombre suffisant, munis de brassards et de drapeaux, ont la charge d'assurer la sécurité des participants et des spectateurs et aussi de s'assurer du bon positionnement des spectateurs dans les zones dévolues au public. Ils doivent être titulaires du permis de conduire en cours de validité. Cet impératif de gestion incombe à l'organisateur tout au long des épreuves et doit être strictement respecté dans le but d'éviter toute mise en danger.
- L'organisateur doit vérifier auprès de chaque participant que le véhicule présent sur la manifestation est couvert par une assurance Responsabilité Civile.
- Les véhicules doivent subir un contrôle mécanique avant le lancement de la manifestation.
- Toute personne désirant effectuer un baptême à bord d'une voiture de rallye doit être âgée de 14 ans minimum et présenter une morphologie lui permettant d'être installée dans le siège en toute sécurité.
- Les véhicules ne dépasseront pas la vitesse de 40-50 km/h sur le circuit fermé.
- Les pilotes et passagers de chaque voiture doivent respecter les mesures de sécurité inhérentes à la conduite de voitures. Chaque passager embarqué est en position de copilote, il est casqué.
- Le parcours doit être fermé à la circulation et délimité par de la rubalise.
- Les organisateurs mettent en place un dispositif efficace pour empêcher l'accès sur la voie fermée à la circulation et la présence d'au moins un signaleur est nécessaire aux points singuliers (carrefours, accès...).
- La signalisation liée aux coupures de routes et aux itinéraires de déviation, qui est fournie, posée, entretenue par les organisateurs, doit être conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire. Elle est systématiquement déposée à l'issue de l'épreuve. La signalisation directionnelle existante doit être rétablie à l'issue de l'épreuve, les réparations éventuelles sur les panneaux sont à la charge de l'organisateur.
- Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors du domaine routier communal et départemental.
- La circulation est réglementée par les autorités territoriales compétentes.
- Une signalisation suffisante est mise en place et les concurrents doivent impérativement respecter les règles du code de la route.
- Chargé du bon déroulement de la manifestation, le responsable de l'épreuve doit s'attacher à rappeler régulièrement, et autant de fois que nécessaire, les règles élémentaires de sécurité aux participants, aux accompagnateurs ainsi qu'aux spectateurs.

Natura 2000 :

Le chemin des Ajoncs traverse partiellement le site Natura 2000 Basse vallée de la Charente et longe les marais de l'Aubonnière. Il faut baliser ce tronçon pour que les spectateurs ne pénètrent pas dans ces milieux naturels, les canaliser pour éviter le piétinement des zones sensibles et ne pas klaxonner pour ne pas déranger la faune.

c) dispositif de secours :

- Médecin : Dr Dominique DIACONO
- Secours : Ambulance ETOILE avec son équipage
- Dépannage : Garage de Brito

Les numéros d'appel des secours 15-18 ou 112 devront être affichés sur le circuit.

Le SAMU 17 et le SMUR de Rochefort doivent être avertis par les organisateurs du déroulement de la manifestation.

Article 3 : L'organisateur technique de la manifestation doit mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires afin d'informer les spectateurs des zones qui leur sont réservées et de ce que l'accès à toute autre zone leur est strictement interdit, conformément aux plans détaillés et aux règles techniques et de sécurité.

Article 4 : L'association Les Vieilles Guimbardes, organisateur technique ou son représentant dûment mandaté en cas d'empêchement, doit procéder le 10 août 2025 avant le début de la manifestation à une reconnaissance

du parcours et doit attester de sa conformité tant au regard du règlement particulier qu'aux prescriptions du présent arrêté.

Un exemplaire de l'attestation est remis ou adressé à la Gendarmerie Nationale et l'autre exemplaire est transmis directement à la Préfecture de la Charente-Maritime, Direction des Sécurités, Bureau de la Prévention et de la Protection Civile.

Article 5 : L'autorisation peut être suspendue ou rapportée à tout moment s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus réunies ou que l'organisateur, malgré la mise en demeure qui lui en est faite par l'autorité administrative, ne respecte plus ou ne fait plus respecter par les participants et les spectateurs les dispositions prévues par le règlement particulier de la manifestation en vue de leur protection.

Article 6 : L'organisateur est débiteur envers l'Etat et les collectivités territoriales des redevances représentatives du coût de la mise en place du service d'ordre particulier nécessaire pour assurer la sécurité des spectateurs et de la circulation lors du déroulement de la manifestation ainsi que, le cas échéant, de sa préparation et des essais.

Article 7 : La distribution ou la vente d'imprimés ou d'objets à l'occasion d'une manifestation ne peut se faire que dans les conditions et dans les lieux fixés par les autorités administratives compétentes avec l'accord de l'organisateur et du ou des propriétaires des lieux.

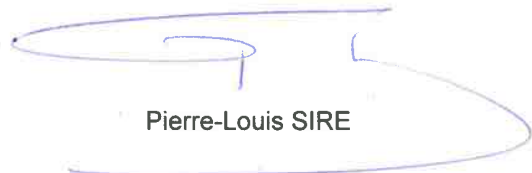
Article 8 : L'organisateur a l'obligation de remettre en état les voies ouvertes à la circulation publique et leurs dépendances dont il a obtenu l'usage privatif à l'occasion de la concentration ou de la manifestation. Aucune publicité ne peut être fixée sur les panneaux de signalisation verticale ainsi que sur tout support du domaine public.

Article 9 : En aucun cas la responsabilité de l'administration ne pourra être engagée et aucun recours ne pourra être exercé contre elle.

Article 10 : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de la Charente-Maritime, la Sous-Préfète de Rochefort, le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale, le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours, le Directeur délégué de la Charente-Maritime de l'Agence Régionale de la Santé, la Présidente du Conseil Départemental, Monsieur le Maire de Fouras sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs dont une copie sera adressée à l'organisateur.

La Rochelle, le 7 juillet 2025.

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,



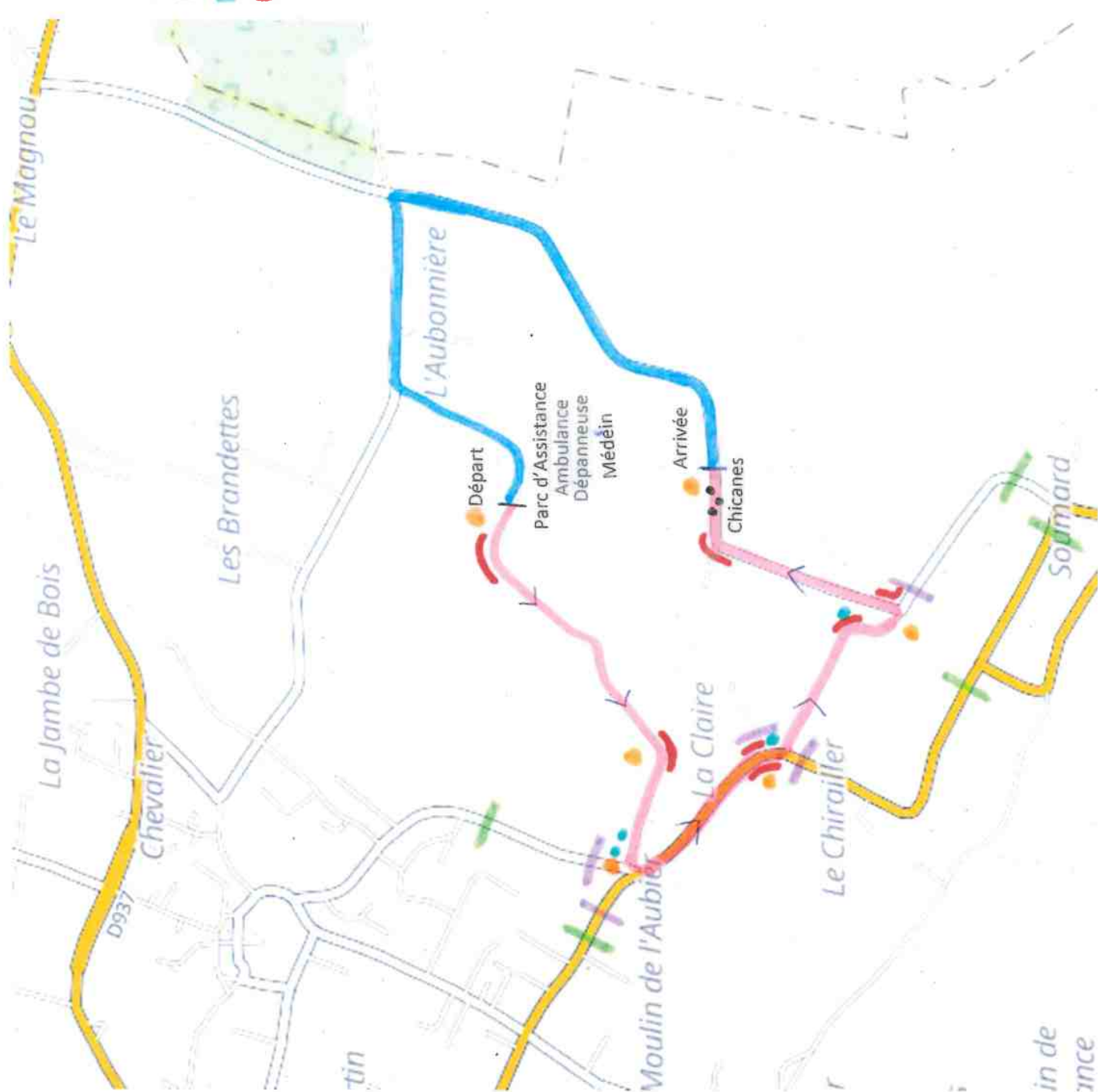
Pierre-Louis SIRE

La présente décision peut être contestée dans le délai de deux mois suivant sa notification en adressant un recours contentieux au tribunal administratif territorialement compétent ou en le déposant en ligne sur l'application Télerecours (<https://www.telerecours.fr/>)

Ce recours peut être précédé, d'un recours administratif adressé soit, à l'auteur de la décision (recours gracieux), soit au ministre de l'intérieur (recours hiérarchique).

Dans ce cas, une décision expresse de refus peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois qui suivent sa notification ; une décision implicite de refus née du silence gardé par l'administration pendant deux mois peut également être déférée au tribunal dans le délai de deux mois qui suit son intervention.

- Parcours
- Routier
- Routes Barrées
- Commissaires
- Barrières
- Bottes de paille
- Interdit public



PREFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

17-2025-07-07-00012

Arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 portant
autorisation d'organiser une manifestation
dénommée

Course sur prairie de la Vallée de Grolleau
sur la commune de Bresdon le 20 juillet 2025

**Arrêté préfectoral portant autorisation d'organiser
une manifestation dénommée
Course sur prairie de la Vallée de Grolleau
sur la commune de Bresdon le 20 juillet 2025**

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles. L. 2212-1 et suivants, L. 2215-1, L. 3221-4 et L. 3221-5 ;
- Vu** le Code du sport et notamment ses articles L. 331-5 à L. 331-10, R. 331-18 à R. 331-34 et R. 331-45, A. 331-22 à A. 331-32 ;
- Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 414-4 et R. 414-19 et suivants ;
- Vu** le Code de la route et notamment ses articles L. 411-1, L. 411-3, L. 411-7, R. 411-29 et R. 411-30 ;
- Vu** le décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 22 novembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre-Louis SIRE, Directeur de cabinet du Préfet de la Charente-Maritime ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 26 février 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Pierre-Louis SIRE, Directeur de cabinet du Préfet de la Charente-Maritime ;
- Vu** la demande déposée par M. Francis VIGNERON, représentant l'association du Solex Club Bresdonnien, tendant à obtenir l'autorisation d'organiser une manifestation dénommée Course sur prairie de la Vallée de Grolleau, sur la commune de Bresdon, le 20 juillet 2025 ;
- Vu** le règlement de l'épreuve revêtu du visa UFOLEP (comité départemental et national) du 17 juin 2025 ;
- Vu** le contrat d'assurance souscrit par l'organisateur, conformément aux dispositions réglementaires ;
- Vu** les avis favorables de l'autorité locale investie du pouvoir de police et des autorités administratives concernées ;
- Vu** l'avis favorable émis le 2 juillet 2025 par la commission départementale de sécurité routière dans sa formation « épreuves et compétitions sportives » ;
- Sur proposition** de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de la Charente-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er} : M. Francis VIGNERON, représentant l'association du Solex Club Bresdonnien, est autorisé à organiser une manifestation dénommée Course sur prairie de la Vallée de Grolleau, le dimanche 20 juillet 2025, sur la commune de Bresdon, suivant le parcours ci-annexé.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des éléments figurant au dossier et de la stricte observation des mesures suivantes :

a) déroulement de la manifestation :

- contrôles administratifs et techniques de 7 h 30 à 9 h 00
- Entraînements/essais de 8 h 00 à 10 h 00.

Courses : 1^{er} départ à 10 h 00

Fin de la manifestation prévue à 20 h 00.

Circuit :

- longueur : 1470 m
- largeur minimale : 10 m.

b) dispositif de sécurité :

- Des commissaires de course en nombre suffisant, munis de brassards et de drapeaux, auront la charge d'assurer la sécurité des concurrents et des spectateurs.
- La protection du public sera assurée par la mise en place de barrières. Le public devra être installé sur des aires sécurisées.
- Le parc des concurrents sera clos et interdit au public.
- La circulation sera réglementée par les autorités territoriales compétentes.
- Le stationnement des véhicules devra être assuré en dehors du domaine routier communal et départemental. Une gestion rigoureuse du stationnement des véhicules avec balisage devra être mis en place pour l'utilisation des parkings
- Les règles élémentaires de sécurité doivent être rappelées aux participants et aux accompagnateurs.
- Un accès aux véhicules de secours et de police doit être accessible durant toute la manifestation sportive. Les règles élémentaires de sécurité aux participants et aux organisateurs doivent être rappelées.

c) dispositif de secours :

- Médecin : Dr Jean-Pierre CHANSIGAUD
- Ambulances : 2 ambulances Etoile
- Secouristes : 4 secouristes FFSS 17
- Extincteurs : 17

La manifestation ne peut démarrer qu'en présence du dispositif de secours.

L'accessibilité des services de secours au lieu de la manifestation doit être assurée de façon permanente durant toute la durée de la manifestation.

Les numéros d'appel des secours 15-18 ou 112 devront être affichés sur le circuit.

Le SAMU 17 et le Centre Hospitalier de Saint Jean d'Angély devront être avertis par les organisateurs du déroulement de la manifestation.

Article 3 : L'organisateur technique de la manifestation doit mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires afin d'informer les spectateurs des zones qui leur sont réservées et de ce que l'accès à toute autre zone leur est strictement interdit, conformément aux plans détaillés et aux règles techniques et de sécurité.

Article 4 : M. Francis VIGNERON, organisateur technique, procédera le 20 juillet 2025 avant le début de la manifestation à une reconnaissance du parcours et attestera de sa conformité tant au regard du règlement particulier qu'aux prescriptions du présent arrêté.

Un exemplaire de l'attestation sera remis ou adressé à la Gendarmerie Nationale et l'autre exemplaire sera transmis directement à la Préfecture de la Charente-Maritime, Direction des Sécurités, Bureau de la Prévention et de la Protection Civile.

Article 5 : La présente autorisation vaut homologation du circuit non permanent sur lequel se déroule la manifestation, pour la seule durée de celle-ci.

Article 6 : L'organisateur devra veiller à :

- l'utilisation de façon systématique des équipements de type bâche pour l'entretien des engins sur une surface étanche pour éviter la pollution du site par les hydrocarbures ou les huiles utilisées dans les véhicules.
- la remise en état du site après la fin de la manifestation.

Article 7 : L'autorisation peut être suspendue ou rapportée à tout moment s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus réunies ou que l'organisateur, malgré la mise en demeure qui lui en est faite par l'autorité administrative, ne respecte plus ou ne fait plus respecter par les participants et les spectateurs les dispositions prévues par le règlement particulier de la manifestation en vue de leur protection.

Article 8 : L'organisateur est débiteur envers l'Etat et les collectivités territoriales des redevances représentatives du coût de la mise en place du service d'ordre particulier nécessaire pour assurer la sécurité des spectateurs et de la circulation lors du déroulement de la manifestation ainsi que, le cas échéant, de sa préparation et des essais.

Article 9 : La distribution ou la vente d'imprimés ou d'objets à l'occasion d'une manifestation ne peut se faire que dans les conditions et dans les lieux fixés par les autorités administratives compétentes avec l'accord de l'organisateur et du ou des propriétaires des lieux.

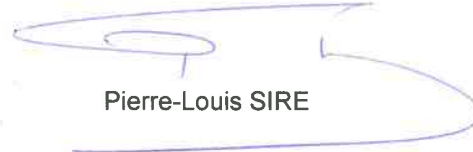
Article 10 : L'organisateur a l'obligation de remettre en état les voies ouvertes à la circulation publique et leurs dépendances dont il a obtenu l'usage privatif à l'occasion de la concentration ou de la manifestation. Aucune publicité ne pourra être fixée sur les panneaux de signalisation verticale ainsi que sur tout support du domaine public.

Article 11 : En aucun cas la responsabilité de l'administration ne pourra être engagée et aucun recours ne pourra être exercé contre elle.

Article 12 : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, la Sous-Préfète de Saint Jean d'Angély, le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale, le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours, le Directeur délégué de la Charente-Maritime de l'Agence Régionale de la Santé, la Présidente du Conseil Départemental, Madame le Maire de Bresdon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs dont une copie sera adressée à l'organisateur.

La Rochelle, le 7 juillet 2025.

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,



Pierre-Louis SIRE

La présente décision peut être contestée dans le délai de deux mois suivant sa notification en adressant un recours contentieux au tribunal administratif territorialement compétent ou en le déposant en ligne sur l'application Télerecours (<https://www.telerecours.fr/>)

Ce recours peut être précédé, d'un recours administratif adressé soit, à l'auteur de la décision (recours gracieux), soit au ministre de l'intérieur (recours hiérarchique).

Dans ce cas, une décision expresse de refus peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois qui suivent sa notification ; une décision implicite de refus née du silence gardé par l'administration pendant deux mois peut également être déférée au tribunal dans le délai de deux mois qui suit son intervention.

12 rue Resnais - CS 70000 - 17017 La Rochelle Cedex 01
Tél : 05 46 37 43 00 - Fax : 05 46 41 10 10
www.charente-maritime.gouv.fr

PREFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

17-2025-07-09-00001

Arrêté préfectoral du 9 juillet 2025 instaurant un
périmètre de protection à l'occasion du festival des
Francofolies à La Rochelle, du 10 juillet 2025 à 10
heures au 15 juillet à 02 heures.

**Arrêté préfectoral
instaurant un périmètre de protection
à l'occasion du festival des *Francofolies* à La Rochelle,
du 10 juillet 2025 à 10 heures au 15 juillet 02 heures**

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.226-1, L.613-2 et L.613-3 ;

Vu le code de procédure pénale (CPP), notamment ses articles 16, 20 et 21 ;

Vu la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;

Vu la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés ;

Vu la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement ;

Vu le décret du président de la République en date du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Brice BLONDEL, préfet de la Charente-Maritime ;

Vu le décret du président de la République en date du 22 novembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre-Louis SIRE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Charente-Maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Pierre-Louis SIRE, Directeur de cabinet du Préfet de la Charente-Maritime ;

Considérant qu'en application de l'article L.226-1 du code de la sécurité intérieure, « afin d'assurer la sécurité d'un lieu ou d'un événement exposé à un risque d'actes de terrorisme à raison de sa nature et de l'ampleur de sa fréquentation, le représentant de l'État dans le département peut instituer, par arrêté motivé, un périmètre de protection au sein duquel l'accès et la circulation des personnes sont réglementés » ;

Considérant que, depuis le 15 janvier 2025, le niveau Vigipirate « Urgence attentat », à son niveau le plus élevé, a été maintenu et est applicable sur l'ensemble du territoire national et que la menace terroriste demeure élevée en France en 2025 ;

Considérant que le contexte sécuritaire international s'est fortement dégradé depuis quelques mois, notamment en raison des conflits qui sévissent au Moyen-Orient ; qu'en raison de la résurgence de certaines crises, de la guerre à Gaza et du conflit armé entre, d'une part, Israël et les États-Unis et, d'autre part, l'Iran, la menace terroriste revêt une acuité sensible en cette période estivale, sur l'ensemble du territoire national ;

Considérant que le territoire national a été frappé par des attaques terroristes, de manière récurrente ; que les auteurs des dernières attaques ont majoritairement usé d'un mode opératoire relativement sommaire en ayant recours à des armes blanches ; que cet événement d'ampleur pourrait constituer un intérêt d'opportunité pour tout porteur de menace terroriste ; qu'il convient de sécuriser l'accès au festival et prévenir tout attentat, notamment à l'arme blanche, aux abords et au sein du site du festival où la foule sera dense ;

Considérant que la ville de La Rochelle accueille chaque année, le festival des *Francofolies* qui, pour l'année 2025, se déroulera du 10 juillet au 14 juillet ; que près de 15 000 spectateurs sont attendus en simultané par jour sur l'ensemble des sites du festival qui devrait rassembler au total près de 61 500 personnes ; que le public se masse en nombre cours des Dames, bien avant l'ouverture des portes du festival, pour accéder à l'esplanade Saint-Jean d'Acre qui accueille la grande scène Jean-Louis FOULQUIER ; que pour cette édition 2025, seront également concentrés cour des Dames des food trucks et des stands de partenaires du festival, positionnés au plus près de l'entrée du site Saint-Jean d'Acre ; qu'au surplus, la maison communautaire israélite (MCI) de La Rochelle se situe à proximité immédiate de la zone d'affluence des festivaliers ; qu'enfin cet événement, à l'écho médiatique national, voire international, constitue un marqueur du mode de vie occidental et représente un temps fort de la saison estivale dans le département qui l'expose à un risque d'actes de terrorisme ;

Considérant que durant cette période, il y a lieu d'instaurer un périmètre de protection aux fins de prévention d'un acte de terrorisme ; que compte tenu de la topographie des lieux, ce périmètre doit englober l'ensemble de l'esplanade Saint-Jean d'Acre ainsi qu'une partie du cours des Dames, à partir duquel les files d'attente des spectateurs se constituent ; que ce périmètre doit être instauré du 10 juillet à 10 heures au 15 juillet 02 heures, afin d'accueillir l'ensemble du public admis sur présentation d'un billet, sachant que l'ouverture des portes d'accès au site de la grande scène Jean-Louis FOULQUIER intervient à partir de 16 heures ;

Considérant que l'accès à ce périmètre de protection est subordonné aux mesures de contrôles suivantes :

Pour l'accès des piétons :

- palpations de sécurité, inspection visuelle et fouille des bagages par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du CPP, et sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire mentionnés à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code ;
- sous l'autorité d'un officier de police judiciaire, palpations de sécurité, inspection visuelle et fouille des bagages par des agents privés de sécurité exerçant l'activité mentionnée au 1° de l'article L.611-1 du CSI ;

Pour l'accès des véhicules :

- visite des véhicules par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du CPP, et sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire mentionnés à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code ;

Ces mesures de vérification sont subordonnées au consentement des personnes souhaitant accéder ou circuler à l'intérieur du périmètre. La palpation de sécurité est effectuée par une personne du même sexe que la personne qui en fait l'objet. En cas de refus de s'y conformer, ces personnes ne sont pas admises à y pénétrer ou peuvent être reconduites à l'extérieur du périmètre par un officier de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du CPP, ou sous la responsabilité de celui-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code.

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

Arrête

Article 1 : du 10 juillet 2025 à partir de 10 heures jusqu'au 15 juillet 2025 à 02 heures, il est instauré un périmètre de protection englobant l'esplanade Saint-Jean d'Acre ainsi qu'une partie du cours des Dames, à La Rochelle.

Article 2 : Ce périmètre, comme matérialisé dans le plan placé en annexe du présent arrêté, est délimité par les voies suivantes : rue des Deux Moulins, rue sur les Murs, place de la Chaîne, cours des Dames (jusqu'à la place Barentin), ballade Jean-Louis Foulquier.

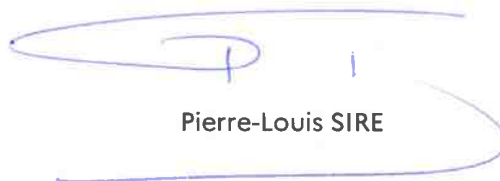
Article 3 : Les points d'accès à ce périmètre de protection sont les suivants : croisement rue des Moulins – rue des Fagots, cours des Dames – place de la Chaîne et cours de Dames jusqu'à la place Barentin.

Article 4 : Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification, soit par **recours gracieux** formé auprès du préfet de la Charente-Maritime (38 rue Réaumur 17017 La Rochelle cedex 01), soit par **recours hiérarchique** formé auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Place Beauvau – 75800 Paris), soit par **recours contentieux** déposé devant le tribunal administratif de Poitiers (15 Rue de Blossac – BP541 – 86020 Poitiers cedex ; ou de manière dématérialisée via le site citoyens.telerecours.fr).

Article 5 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, la directrice interdépartementale de la police nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime et dont un exemplaire sera transmis, sans délai, au procureur de la République territorialement compétent et au maire de La Rochelle.

-9 JUL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,



Pierre-Louis SIRE

Annexe : plan du périmètre de protection



PREFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

17-2025-07-09-00002

Arrêté préfectoral du 9 juillet 2025 réglementant temporairement l'acquisition, la vente, la cession, le transport, le port et l'utilisation de certains artifices de divertissement et articles pyrotechniques, ainsi que des acides et tous produits inflammables, chimiques ou explosifs dans le département, du vendredi 11 juillet à 8 heures au mardi 15 juillet 2025 à 8 heures.



**Arrêté préfectoral réglementant temporairement
l'acquisition, la vente, la cession, le transport, le port et l'utilisation
de certains artifices de divertissement et articles pyrotechniques,
ainsi que des acides et tous produits inflammables, chimiques ou explosifs dans le département,
du vendredi 11 juillet 2025 à 8 heures au mardi 15 juillet 2025 à 8 heures**

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2215-1 ;
- Vu** le Code de la défense ;
- Vu** le Code des douanes, notamment ses articles 38 et 323 ,
- Vu** le Code de l'environnement, notamment les articles R. 557-6-1 et suivants ;
- Vu** le Code pénal, notamment ses articles 222-14-1 et 222-15-1 ;
- Vu** le Code de la sécurité intérieure ;
- Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment l'article 34 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;
- Vu** le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
- Vu** le décret n°2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Brice BLONDEL, préfet de la Charente-Maritime ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 22 novembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre-Louis SIRE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Charente-Maritime ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Pierre-Louis SIRE, Directeur de cabinet du Préfet de la Charente-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

38, rue Réaumur – CS 7000
17017 La Rochelle cedex 01
Tél. : 05.46.27.43.00
www.charente-maritime.gouv.fr

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

Considérant les dangers, les accidents et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée de produits inflammables ou explosifs, d'artifices de divertissement, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement ;

Considérant qu'il est nécessaire de renforcer la lutte contre le détournement des articles pyrotechniques à l'encontre des forces de sécurité intérieure ; qu'à l'approche des festivités du 14 juillet, il existe un risque accru d'utilisation malveillante de ces articles à des fins de commettre des violences contre les forces de sécurité intérieure et des dégradations contre les bâtiments publics et d'habitation, les véhicules et le mobilier urbain ;

Considérant qu'à l'image de la Saint-Sylvestre, les célébrations du 14 juillet sont souvent le théâtre de violences urbaines et d'affrontements avec les forces de l'ordre et que des bâtiments publics et privés sont délibérément pris pour cible, attaqués, endommagés et incendiés ;

Considérant qu'au cours des dernières années les forces de sécurité intérieure sont fréquemment confrontées à des situations de violences urbaines en Charente-Maritime ; qu'un des modes opératoires pour commettre ces violences demeure l'utilisation de produits pyrotechniques ; qu'au cours de ces heurts, les émeutiers ont fait usage de tirs de mortiers et autres articles pyrotechniques contre les forces de l'ordre et les bâtiments ; que ces faits portent gravement atteinte à la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que sur le secteur de La Rochelle, dans le quartier de Mireuil notamment, les articles pyrotechniques et, plus précisément, des mortiers alimentent l'économie souterraine ; que les individus qui se livrent aux tirs de mortier sur les forces de l'ordre sont préparés et, pour certains, bien organisés au niveau logistique ; qu'en décembre 2023, des stocks d'artifices avaient été constitués dans certaines localités du département et près de 200 artifices avait été saisis par les forces de police ; qu'à l'approche de la fête nationale, il n'est pas exclu que des individus mal intentionnés anticipent le rassemblement de ces stocks à des fins d'échauffourée et de violence visant les forces de l'ordre ;

Considérant que :

- des débordements se sont déroulés dans la nuit du 31 décembre 2022 au 1^{er} janvier 2023 à la Rochelle, notamment dans les quartiers de Mireuil et de Villeneuve les Salines, avec la présence d'individus affichant des comportements hostiles envers les forces de l'ordre ; que malgré l'interdiction temporaire d'utilisation de certains articles pyrotechniques, une trentaine de tirs de mortiers et/ou de chandelles romaines et de jets de projectiles (pierre, pétards...) ont été dirigés vers les bâtiments ainsi que vers les effectifs des forces de l'ordre présents nécessitant l'usage proportionné de la force ;

- à La Rochelle, dans la nuit du 29 au 30 juin 2023 dans le quartier de Villeneuve les Salines, les policiers ont fait l'objet de projectiles de la part d'une cinquantaine d'individus alors qu'ils se rendaient sur les lieux d'un départ de feu de détritrus et de palettes avec mise en place d'un barriérage sur la voie publique engendrant des dégradations sur 6 véhicules de service ; que la mairie annexe a été incendiée et que les locaux ont été lourdement endommagés et le mobilier détruit ; que le bureau de tabac du centre commercial a été pillé ; que les portes et les vitrines du bureau de la police municipale ont été dégradées et le local cambriolé ; que des tirs de mortiers ont été lancés devant un lycée du quartier ; qu'à cette même date, à Rochefort, plusieurs individus ont été interpellés pour des dégradations dont l'un en possession de mortiers ;

- le 31 mai 2025, à l'issue de la victoire en coupe d'Europe du club de football du Paris Saint-Germain, plusieurs heurts et faits de violences ont été commis à Saintes par des individus ayant agi à visage dissimulé. Plusieurs tirs tendus d'artifices ont notamment visé les forces de sécurité intérieure.

- en outre, le 15 juin dernier, à l'issue de la rencontre locale de football amateur entre les équipes de Saintes (Bellevue) et d'Angoulême (Bel Air), des incidents ont émaillé la soirée sur la plaine de Bellevue à Saintes ; plus d'une quarantaine de jeunes individus a festoyé autour de barbecues en tirant des feux

d'artifice ; les équipages de police rendus sur place pour faire cesser les troubles à l'ordre public ont été pris pour cible par des tirs de mortiers ;

Considérant que l'utilisation d'artifices de divertissement (hors catégorie F1), de produits inflammables ou explosifs, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement impose des précautions particulières ; qu'une mauvaise manipulation ou l'utilisation détournée d'articles pyrotechniques peut être source d'accidents entraînant des dommages corporels importants, voire létaux et des atteintes graves aux biens ; que l'interdiction d'utiliser, de transporter, de vendre et d'acheter des artifices de catégorie F2 à F4 et des articles pyrotechniques des catégories T2 et P2, à l'exception des personnes dûment autorisées, constitue une mesure nécessaire pour satisfaire les objectifs de préservation de la sécurité publique et de la santé publique ;

Considérant que l'afflux potentiel de personnes dans les services hospitaliers, blessées par des articles pyrotechniques, d'autant plus en période estivale, est propice à un regain d'activité pour les services d'urgences et est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées ; que dès lors il convient de limiter le risque de saturation des services hospitaliers ainsi que le risque de perturbations des missions de protection des forces de sécurité et de secours ; qu'en complément, depuis mi-juin, le département de la Charente-Maritime a été placé à trois reprises en vigilance orange pour un risque canicule et, de manière récurrente, en risque feux de forêt sévère, ce qui peut nécessairement engendrer un regain d'activité et une tension sur les services de secours et de lutte contre les incendies.

Considérant que la fête nationale, événement festif d'ampleur, rassemble sur la voie publique parfois plusieurs milliers de personnes, notamment dans les grandes agglomérations du département ; que, depuis le 15 janvier 2025, le niveau Vigipirate « Urgence attentat », à son niveau le plus élevé, a été maintenu et est applicable sur l'ensemble du territoire national et que la menace terroriste demeure élevée en France en 2025 ; que l'utilisation d'articles pyrotechniques pourraient occasionner un risque de panique ou que les nuisances sonores créées à cette occasion soient susceptibles de couvrir des détonations d'armes à feu et masque une attaque réelle ; que de fait, l'utilisation inconsidérée ou malintentionnée d'articles pyrotechniques est susceptible de provoquer des risques de trouble à l'ordre et à la tranquillité publics ;

Considérant la nécessité d'assurer la tranquillité publique et de prévenir ces désordres par des mesures coordonnées à l'échelon du département ; que les mesures prises sont limitées à la durée strictement nécessaire à la prévention de troubles à l'ordre public et à la sécurité ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet ;

Arrête

Article 1: L'acquisition, la vente, la cession, le transport, le port et l'utilisation sur la voie publique d'artifices de divertissement des catégories F2 et F3, cités dans l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé et mentionnés dans le tableau ci-dessous, F4 ainsi que les articles pyrotechniques des catégories T2 et P2 sont interdits sur le territoire du département à compter **du vendredi 11 juillet 2025 à 8 heures au mardi 15 juillet 2025 à 8 heures.**

Type d'article pyrotechnique destiné au divertissement	Catégorie(s) concernée(s)
Pétard à mèche	F3
Batterie	F3
Batterie nécessitant un support externe	F3
Combinaison	F3
Combinaison nécessitant un support externe	F3
Pétard aérien	F2 et F3
Pétard à composition flash	F3
Fusée	F2 et F3
Chandelle romaine	F2 et F3
Chandelle monocoup	F2 et F3

Article 2 : Conformément à la réglementation en vigueur, il est rappelé que l'importation depuis tout pays de l'UE ou hors de l'UE, y compris par voie postale, des artifices de divertissement et articles pyrotechniques est soumise à autorisation douanière dite autorisation d'importation de produits explosifs (arrêté ministériel du 19 janvier 2018). En l'absence d'une telle autorisation, tout contrevenant s'expose à la saisie immédiate des marchandises introduites par des agents des douanes, des policiers ou des gendarmes ainsi qu'à une amende douanière allant jusqu'à deux fois la valeur de la fraude.

Article 3 : Les dispositions mentionnées à l'article 1 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux personnes titulaires des certificats de qualification prévus par la réglementation, qui les autorisent à mettre en œuvre les artifices de divertissement et articles pyrotechniques, notamment dans le cadre de spectacles pyrotechniques tels que prévus par l'article 4 du décret N° 2010-580 du 31 mai 2010.

Article 4 : L'affichage du présent arrêté doit être assuré dans les établissements commerciaux concernés.

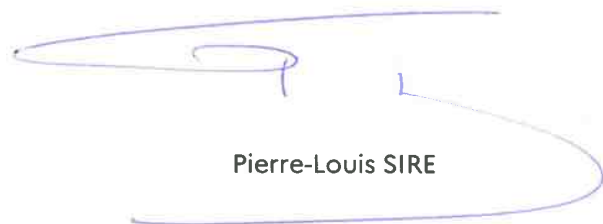
Article 5 : le port et le transport de bouteilles ou bidons contenant des produits chimiques, inflammables ou explosifs, sous la forme liquide, solide ou gazeuse (en particulier : acide chlorhydrique, acide sulfurique, soude, chlorate de soude, alcools à brûler et solvants) ainsi que de peinture conditionnée en aérosol sont interdits. L'interdiction prévue au présent article n'est toutefois pas opposable aux professionnels des métiers du bâtiment, ou de l'artisanat ou aux personnes disposant d'un motif légitime de transport.

Article 5 : Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa publication, soit par **recours gracieux** formé auprès du préfet de la Charente-Maritime (38 rue Réaumur 17 017 La Rochelle cedex 01), soit par **recours hiérarchique** formé auprès du ministre de l'intérieur (direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes – service central des armes et explosifs – Place Beauvau – Paris cedex 08), soit par **recours contentieux** déposé devant le tribunal administratif de Poitiers (15, Rue de Blossac – BP541 – 86 020 Poitiers cedex ; ou de manière dématérialisée via le site citoyens.telerecours.fr).

Article 6 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le groupement de la gendarmerie départementale, la directrice interdépartementale de la police nationale de la Charente-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime, et dont un exemplaire sera transmis sans délai aux procureurs de la République de La Rochelle et de Saintes.

A La Rochelle, le -9 JUIL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,



Pierre-Louis SIRE